

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 10/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROLOGIS FRANCE XLVIII EURL

42 rue Washington
75008 Paris

Références : VAT20250377
Code AIOT : 0010005077

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement PROLOGIS FRANCE XLVIII EURL implanté Parc Synergie Secteur Nord 45130 Meung-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 26/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLOGIS FRANCE XLVIII EURL
- Parc Synergie Secteur Nord 45130 Meung-sur-Loire
- Code AIOT : 0010005077
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société PROLOGIS XLVIII Eurl exploite une plate-forme logistique sur la commune de MEUNG-SUR-LOIRE depuis le 17 mars 2003. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/8/2007 complété par les arrêtés préfectoraux des 18/08/2008, 30/06/2011 et 10/07/2012.

Le classement des activités du site a été actualisé par courrier préfectoral du 16/03/2017.

L'établissement relève du statut Seveso seuil bas.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion
- AN25 Prélèvements envtx
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1 | Modification des installations de combustion | Code de l'environnement du 08/07/2025, article L.181-14 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 2 | Registre MCP | Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 4 | VLE | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 5 | Conformité aux VLE | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 7 | Mesure périodique | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.IV | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 8 | Mesure périodique | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 13 | Liste des substances recherchées et milieux associés | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 14 | Stratégie de prélèvement | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 15 | Liste des produits de décomposition | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|---|-------------------|
| 3 | Combustible | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1 | Sans objet |
| 6 | Mesure périodique | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II | Sans objet |
| 9 | Evaluation de la conformité aux VLE | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI | Sans objet |
| 10 | Livret de chaufferie | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7 | Sans objet |
| 11 | Mise à jour du POI | Code de l'environnement du 26/05/2014, article 5 | Sans objet |
| 12 | Réalisation d'exercice POI | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations de combustion

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2025, article L.181-14 |
| Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées |
| Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. |
| Constats : L'exploitant a déclaré avoir procédé en 2021 au remplacement de ses 4 chaudières. |

L'emplacement des 2 locaux de chaufferie n'a pas été modifié par rapport à l'autorisation initiale. Chaque local comprend 2 nouvelles chaudières identiques. **Le remplacement des 4 chaudières n'a pas été porté à la connaissance du préfet avant sa réalisation.**

Pour rappel, les activités de l'établissement sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation 02/08/2007 complété par les arrêtés préfectoraux des 18/08/2008, 30/06/2011 et 10/07/2012. Par courrier préfectoral du 16/03/2017, le tableau de classement des activités du site a été actualisé au regard des modifications intervenues dans la nomenclature des installations classées. Ce dernier classe les activités de combustion de l'établissement sous le régime de la déclaration pour une puissance thermique nominale de 8 MW (4 chaudières exploitées) Cette puissance est identique à celle du tableau de classement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/08/2007.

L'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/08/2007 identifie les conduits et les chaudières de l'établissement de la façon suivante :

| N° de conduit | Installations raccordées | P u i s s a n c e c a l o r i f i q u e n o m i n a l e | Combustible | Caractéristiques |
|---------------|--|---|--------------------------------|------------------------|
| 1 | <u>C h a u d i è r e</u> Carival SRL 1750 (1) <u>C h a u d i è r e</u> Carival SRL 1750 (2) | 1910 KW 1910 KW | Gaz naturel Gaz naturel | Bâtiments A, B et C |
| 2 | <u>C h a u d i è r e</u> Carival SRL 1750 (3) <u>C h a u d i è r e</u> Carival SRL 1750 (4) | 1910 KW 1910 KW | Gaz naturel Gaz naturel | Bâtiments D et E |

Nota : A la date du présent contrôle, le bâtiment B n'a pas été construit. Seuls les bâtiments A, C, D et E ont été construits et sont exploités.

Depuis l'autorisation initiale, la référence des bâtiments de stockage a évolué. Ainsi les bâtiments A, C, D et E portent respectivement le nom de bâtiments DC7, DC6, DC4 et DC5.

Lors de la visite sur site, l'inspection des installations classées a constaté que l'emplacement des 2 locaux de chaufferie n'avait pas été modifié par rapport à l'autorisation initiale. Le premier local de chaufferie est situé entre les bâtiments DC7 et DC6. Le second local de chaufferie est situé entre les bâtiments DC4 et DC5.

Chaque local de chaufferie comprend 2 chaudières identiques raccordées à un même conduit. Les données de la plaque constructeur de chaque chaudière sont reprises dans le tableau suivant :

| N ° de conduit | Installations raccordées | N ° de série | Date | Puissance* nominale max | Combustible | Caractéristiques |
|----------------|--|--------------------------------------|------------------|-------------------------|---------------------------------|------------------------|
| 1 | Chaudière LRK30HL ATLANTIC (1)Chaudière LRK30HL ATLANTIC (2) | 542112274 0851 542112274 0844 | 2021 2021 | 1900 KW 1900KW | G a z naturel Gaznaturel | Bâtiments DC 7 et DC 6 |
| 2 | Chaudière LRK30HL ATLANTIC (3)Chaudière LRK30HL ATLANTIC (4) | 542512274 5403 542512274 5397 | 2021 2021 | 1900 KW 1900KW | G a z naturel Gaznaturel | Bâtiments DC 4 et DC 5 |

* : Selon le site Internet de la société ATLANTIC, « si une chaudière affiche une puissance calorifique nominale de 15 kW, cela veut dire qu'elle peut produire jusqu'à 15 kilowatts de chaleur lorsqu'elle fonctionne à plein régime.

Les 2 locaux de chaufferie sont distants d'une distance d'environ 400 mètres. Selon l'exploitant, les chaudières ne fonctionnent quasiment pas. Pour autant, l'exploitant considère, en termes de prescriptions applicables, que chaque chaudière fonctionnent plus de 500 heures par an

Depuis l'autorisation initiale de l'établissement, la réglementation au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées relative aux installations de combustion a évolué.

L'arrêté ministériel du 03/08/18 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018), définit une installation de combustion comme tout groupe d'appareils de combustion exploités par un même exploitant et situés sur un même site (enceinte de l'établissement) sauf à ce que l'exploitant démontre que les appareils ne pourraient pas être techniquement et économiquement raccordés à une cheminée commune.

Par ailleurs, les fiches techniques « Combustion » validées au sein de la DGPR et de la DGEC (version du 22 novembre 2019) précise : « *Sont notamment considérés comme non raccordables,*

des appareils séparés d'une distance supérieure à 300 m. Cette règle s'applique pour toutes les installations de combustion classées au titre de la réglementation ICPE. »

Au regard de ces éléments, il s'avère que la société PROLOGIS XLVIII exploite actuellement 2 nouvelles installations de combustion non raccordables, d'une puissance thermique nominale de 3820 KW, relevant chacune du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910-A-1 de la nomenclature des installations classées. Chaque installation comporte 2 chaudières d'une puissance thermique nominale de 1910 KW unitaire. Le tableau de classement des activités du site doit être modifié et actualisé pour l'**exploitation de 2 nouvelles installations de combustion distinctes** d'une puissance thermique nominale de 3820 KW (le tableau de classement comportera 2 lignes au titre de la rubrique 2910-A-1).

Compte tenu de ces éléments, l'exploitation des 2 nouvelles installations de combustions sont soumises aux dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/08/18 modifié précité en tant qu'installations nouvelles (une installation de combustion est considérée comme existante si celle-ci a été mise en service avant le 20/12/2018).

Constat d'écart : Le remplacement des chaudières n'a pas été porté à la connaissance du préfet, avant leur réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant transmette au préfet un rapport à connaissance relatif au remplacement des 4 chaudières de l'établissement, avec tous les éléments d'appréciation. Ce document comportera également une analyse vis-à-vis des différents items de l'article R.181-46 du code de l'environnement et des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/08/2007 à modifier, en tenant des constats du présent point de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double

combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;

- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

Les installations de combustion de tailles moyennes sont des installations de puissance comprises entre 1 et 50 MW,

Lors de l'examen de documents en salle, l'exploitant a présenté une copie de sa déclaration du 04/07/2025 des données relatives à ses installations de combustion. L'inspection a notamment constaté une erreur dans l'enregistrement de la puissance thermique nominale des appareils de combustion.

Par courriel du 11/07/2025, l'exploitant a transmis a une copie de sa déclaration modifiée.

Constat d'écart : La déclaration du 04/07/2025 modifié des données relatives aux installations de combustion de l'établissement ne comporte pas de déclaration pour chacune des 2 installations de combustion de l'établissement. Par ailleurs, la date de début d'exploitation doit être modifiée au regard de la date de mise en service des 2 nouvelles installations de combustion.

Une note pour aider à déclarer les informations demandées est disponible à l'adresse Internet suivante : <https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion->

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A

Prescription contrôlée :

Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.

Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.

Constats :

Les caractéristiques des appareils constituant les 2 installations de combustion de l'établissement sont reprises dans le tableau suivant :

| Nom de l'appareil | N° de conduit | Type d'appareil | Puissance de l'appareil (MW) | Date de mise en service | Combustible utilisé | Système de traitement des fumées | Durée de fonctionnement annuel |
|-------------------|---------------|-----------------|------------------------------|-------------------------|---------------------|----------------------------------|--------------------------------|
| Appareil n° 1 | 1 | Chaudière | 1,91 | 2021 | Gaz | / | > 500 h |
| Appareil n° 2 | 1 | Chaudière | 1,91 | 2021 | Gaz | / | > 500 h |
| Appareil n° 3 | 2 | Chaudière | 1,91 | 2021 | Gaz | / | > 500 h |

| | | | | | | | |
|-------------------|---|-----------|------|------|-----|---|---------|
| Appareil n ° 3 | 2 | Chaudière | 1,91 | 2021 | Gaz | / | > 500 h |
|-------------------|---|-----------|------|------|-----|---|---------|

Le combustible utilisé pour les 4 nouvelles chaudières est identique à celui utilisé initialement pour les 4 anciennes chaudières

Pas de constat d'écart

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), « rapportés aux conditions normales » de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.

Constats :

Les rapports suivants ont été présentés à l'inspection des installations classées :

- [1]. rapport BUREAU VERITAS n° 8747252/8.2.1.R du 24/04/2023 consécutif aux mesures des émissions atmosphériques du 14/02/2023 de la chaufferie PROLOGIS DC6/DC7
- [2]. rapport BUREAU VERITAS n° 8747252/6.2.1.R du 05/03/2024 consécutif aux mesures des émissions atmosphériques du 15/12/2023 de la chaufferie PROLOGIS DC4/DC5

En application des dispositions du point 6.2.4.II de l'annexe l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018), les 2 installations de combustion de l'établissement (puissance de chaque installation < 5 MW) sont soumises aux valeurs limites d'émission à l'atmosphère suivantes :

- NO_x : 100 mg/Nm³ ;
- CO : 100 mg/Nm³.

Les tableaux d'interprétation des résultats d'analyse des mesures de rejets à l'atmosphère du rapport [1] présenté, indiquent une VLE de 150 mg/Nm³ pour les oxydes d'azote (NOx). Aucune VLE n'est mentionnée dans les tableaux pour le monoxyde de carbone (CO) pour les deux rapports.

Pour les autres points des prescriptions contrôlées, l'inspection des installations classées n'a pas de remarques à formuler.

Constat d'écart : La valeurs limite d'émission en CO de 100 mg/Nm³ n'est pas prise en compte dans les tableaux d'interprétation des résultats d'analyse des mesures de rejets à l'atmosphère des 2 installations de combustion. La valeur limite d'émission en NOx mentionnées dans le rapport de mesures des émissions atmosphériques du 14/02/2023 de la chaufferie PROLOGIS DC6/DC7 est erronée.

Observation : Les rapports consécutifs aux mesures des émissions atmosphériques des installations de combustion pourraient utilement faire référence aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Conformité aux VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10

Thème(s) : Actions nationales 2025, Action si non respect VLE

Prescription contrôlée :

En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.

Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux points 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de

combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.

Constats :

Vu les rapports suivants :

- [1]. rapport BUREAU VERITAS n° 8747252/8.2.1.R du 24/04/2023 consécutif aux mesures des émissions atmosphériques du 14/02/2023 de la chaufferie PROLOGIS DC6/DC7
- [2]. rapport BUREAU VERITAS n° 8747252/6.2.1.R du 05/03/2024 consécutif aux mesures des émissions atmosphériques du 15/12/2023 de la chaufferie PROLOGIS DC4/DC5

Concernant le document [1], il ressort des mesures d'émission à l'atmosphère pour une seule des 2 chaudières au niveau d'un point de mesure interne (régime de fonctionnement 1180 KW). La seconde chaudière était en panne le jour des mesures.

Concernant le document [2], il ressort des mesures d'émission à l'atmosphère pour chaque chaudière. Aucune mesure, n'a été effectuée au niveau du conduit de la cheminée commune, avec un fonctionnement simultané des 2 chaudières. Chaque mesure a été réalisée au niveau d'un point de prélèvement interne à chaque chaudière (régime de fonctionnement 1900 KW).

Constat d'écart : Les rapports consécutifs aux mesures respectives des 14/02/2023 et 15/12/2023 des émissions atmosphériques des installations de combustion ne permettent pas de justifier du respect des valeurs limites d'émission imposées en l'absence de mesures avec un fonctionnement simultané des 2 chaudières pour chaque installation de combustion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral

pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.

II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.

Constats :

Vu les rapports suivants :

- [1]. rapport BUREAU VERITAS n° 8747252/8.2.1.R du 24/04/2023 consécutif aux mesures des émissions atmosphériques du 14/02/2023 de la chaufferie PROLOGIS DC6/DC7
- [2]. rapport BUREAU VERITAS n° 8747252/6.2.1.R du 05/03/2024 consécutif aux mesures des émissions atmosphériques du 15/12/2023 de la chaufferie PROLOGIS DC4/DC5
- [3]. rapport de la société ECO FLAM ELCO relatif à la mise en service du 11/02/2022 d'une des 2 chaudières du local chaufferie DC6/DC7
- [4]. rapports (x2) de la société ECO FLAM ELCO relatif à la mise en service du 29/09/2022 des 2 chaudières du local chaufferie DC3/DC4

Les mesures des 14/02/2023 et 15/12/2023 des émissions atmosphériques des chaudières de l'établissement ont été effectuées par la société BUREAU VERITAS à Boigny-sur-Bionne (45760). Cette société porte l'accréditation Cofrac n° 1-62-58. Elle est référencée dans l'arrêté ministériel du 16 juin 2025 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère

De plus, les documents [3] et [4] comportent notamment des résultats d'analyse pour les paramètres CO et NO_x et les débits rejetés. Au regard des dates d'intervention des documents [1] à [4], l'inspection n'a pas de remarque à formuler sur la périodicité des mesures du débit rejeté et des teneurs en O₂, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère par les installations de combustion de l'établissement.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.IV

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique

Prescription contrôlée :

IV. - Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de

| |
|---|
| l'installation.[...] |
| <p>Constats :</p> <p>Vu les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [3]. rapport de la société ECO FLAM ELCO relatif à la mise en service du 11/02/2022 d'une des 2 chaudières du local chaufferie DC6/DC7 • [4]. rapports (x2) de la société ECO FLAM ELCO relatif à la mise en service du 29/09/2022 des 2 chaudières du local chaufferie DC3/DC4 <p>Selon les documents [3] et [4], le premier contrôle a été effectué au moment de la mise en service la mise en service des installations de combustion.</p> <p>Le second rapport de mise en service des installations de combustion DC6/DC7 n'a pas été présenté à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 8 : Mesure périodique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de fonctionnement de l'installation |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. - Les mesures sont effectuées [...] dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Vu les rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [1]. rapport BUREAU VERITAS n° 8747252/8.2.1.R du 24/04/2023 consécutif aux mesures des émissions atmosphériques du 14/02/2023 de la chaufferie PROLOGIS DC6/DC7 • [2]. rapport BUREAU VERITAS n° 8747252/6.2.1.R du 05/03/2024 consécutif aux mesures des émissions atmosphériques du 15/12/2023 de la chaufferie PROLOGIS DC4/DC5 <p>Concernant le document [1], il ressort des mesures d'émission à l'atmosphère pour une seule des 2 chaudières au niveau d'un point de mesure interne (régime de fonctionnement 1180 KW). La seconde chaudière était en panne le jour des mesures.</p> |

| |
|---|
| <p>Concernant le document [2], il ressort des mesures d'émission à l'atmosphère pour chaque chaudière. Aucune mesure, n'a été effectuée au niveau du conduit de la cheminée commune, avec un fonctionnement simultané des 2 chaudières. Chaque mesure a été réalisée au niveau d'un point de prélèvement interne à chaque chaudière (régime de fonctionnement 1900 KW).</p> <p>Constat d'écart : Les mesures d'émission à l'atmosphère des installations de combustion ne sont pas effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de chaque installation. Ainsi, aucune mesure n'a été effectuée au niveau de la cheminée commune de chaque installation de combustion avec un fonctionnement simultané des 2 chaudières.</p> <p>Demande : Les rapports de mesures d'émission à l'atmosphère des installations de combustion doivent justifier de la représentativité du fonctionnement de chaque installation pendant les mesures.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat et à la demande formulés. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 9 : Evaluation de la conformité aux VLE

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Evaluation de la conformité aux VLE</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Compte tenu de l'écart relevé précédemment, l'inspection des installations classées ne peut statuer sur le respect de la prescription contrôlée.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 10 : Livret de chaufferie

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> |

| |
|--|
| Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie. |
| Constats : Les livrets chaufferies sont disponibles à l'intérieur de chaque installation de combustion. La consultation par sondage de ces livrets n'amène pas de remarque de l'inspection des installations classées. Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Mise à jour du POI

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires |
| Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. [...] |
| Constats : L'établissement dispose de 2 plans d'opération internes (P.O.I) : <ul style="list-style-type: none"> • P.O.I PROLOGIS FRANCE XLVIII EURL Orléans DC4-DC5 du 10/05/2004 - version 9.3 du 10/03/2025 ; • P.O.I PROLOGIS FRANCE XLVIII EURL Orléans DC6-DC7 du 10/05/2004 - version 8.1 du 20/01/2025. Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Réalisation d'exercice POI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires |
| Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. [...] |
| Constats : Les réalisations d'exercice P.O.I (plan d'opération interne) et les comptes rendus associés sont |

enregistrés sur informatique. La consultation du fichier informatique et des 2 derniers⁽¹⁾ et ⁽²⁾ compte rendus d'exercice n'amène pas de remarque de l'inspection des installations classées.

- (1) : compte rendu de l'exercice P.O.I DC4/DC5 du 04/07/2024

- (2) : compte rendu de l'exercice P.O.I DC7 du 04/07/2024. L'entrepôt DC était vide et non exploité au moment de l'exercice.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

[...]

Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Vu les 2 plans d'opération internes (P.O.I) suivants :

- P.O.I PROLOGIS FRANCE XLVIII EURL Orléans DC4-DC5 du 10/05/2004 - version 9.3 du 10/03/2025 ;
- P.O.I PROLOGIS FRANCE XLVIII EURL Orléans DC6-DC7 du 10/05/2004 - version 8.1 du 20/01/2025.

Les 2 P.O.I n'ont pas été mis à jour afin d'y intégrer notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
 - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces

substances et ces milieux ont été choisis.

A la suite de ce contrôle, l'exploitant a transmis par courriel du 10/07/2025 les documents suivants :

- Offre technique et financière du 02/02/2022 de la société BUREAU VERITAS relative aux premiers prélèvements environnementaux selon la réglementation post LUBRIZOL sur les sites PROLOGIS
- Conditions Générale d'Achat (CGA) de prestation de services d'installation d'équipements d'entretien, de maintenance, de réparation, de rénovation, signé par une personne morale (société Real Estate & customer Experience Led) et une personne physique (société inconnue).

Ces 2 documents ne permettent pas de justifier que la société PROLOGIS a souscrit un contrat avec un prestataire pour répondre aux prescriptions contrôlées. Ils ne permettent également pas de justifier que l'exploitant a engagé des actions pour mener les premiers prélèvements environnementaux. Pour rappel, l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 fixe un ensemble de mesures pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux.

L'exploitant a déclaré l'effectivité d'un contrat entre la société PROLOGIS ET BUREAU VERITAS pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux en phase post-accidentelle. Dans ces conditions, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant d'appeler le numéro d'astreinte de BUREAU VERITAS mentionné dans l'offre technique et financière du 02/02/2022 susmentionnée. Lors de l'échange téléphonique, **l'interlocutrice de BUREAU VERITAS a confirmé à l'inspection des installations classées l'effectivité d'un contrat, entre PROLOGIS et sa société, pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux.**

Important : L'inspection des installations classées rappelle également à l'exploitant que l'identification des substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis, doivent être effectuées au regard des substances présentes au sein des installations concernées.

Constat d'écart : Les 2 plans d'opération interne de l'établissement ne comprennent pas notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Ils ne précisent également pas les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 14 : Stratégie de prélèvement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Vu les constats du précédent point de contrôle.</p> <p>Constat d'écart : Les 2 plans d'opération interne de l'établissement ne comprennent pas notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le plan d'opération interne précise : • [...] • les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; • les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. • la justification de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...] |

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 15 : Liste des produits de décomposition

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition |
| Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai. |
| Constats : Vu les 2 plans d'opération internes (P.O.I) suivants : <ul style="list-style-type: none"> • P.O.I PROLOGIS FRANCE XLVIII EURL Orléans DC4-DC5 du 10/05/2004 - version 9.3 du 10/03/2025 ; • P.O.I PROLOGIS FRANCE XLVIII EURL Orléans DC6-DC7 du 10/05/2004 - version 8.1 du 20/01/2025. Constat d'écart : Les 2 plans d'opération interne de l'établissement ne comprennent pas la liste, des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26/05/2014. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |